

Rapport de gestion

Le 8 août 2023

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2023 et 2022. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et aux notes annexes pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021 ainsi qu'à nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2023 et 2022. Veuillez vous reporter au communiqué de presse de Pages Jaunes Limitée présentant ses résultats pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2023, publié le 9 août 2023. Les rapports trimestriels, le rapport annuel, les renseignements supplémentaires et la notice annuelle figurent sur le site de SEDAR, à l'adresse <http://www.sedar.com> et à la section « Investisseurs – Rapports et dépôts » du site Web de la Société, à l'adresse <https://entreprise.pj.ca/fr>. Les communiqués de presse sont accessibles sur le site de SEDAR et à la section « Nouvelles – Communiqués de presse » du site Web de la Société.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et l'information présentée dans le présent rapport de gestion a été tirée de ces états financiers.

Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens. Veuillez vous reporter à la section « Définitions de mesures financières non conformes aux PCGR nécessaires à la compréhension de nos résultats » pour obtenir la liste des mesures financières non conformes aux PCGR.

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation de la performance.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Pages Jaunes » et « PJ » désignent Pages Jaunes Limitée et ses filiales [notamment Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, YPG (USA) Holdings, Inc. et Yellow Pages Digital & Media Solutions LLC [ces deux dernières étant collectivement appelées YP (États-Unis)]].

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière et des résultats d'exploitation et des activités de PJ (y compris, sans s'y limiter, du versement d'un dividende en trésorerie par action par trimestre à ses actionnaires ordinaires). Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles, en date du 8 août 2023, au sujet de nos activités et des marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur plusieurs hypothèses qui pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées ou sous-entendues dans cette information et ces déclarations prospectives et que nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires ne soient pas réalisés ou atteints. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que l'une ou l'autre de nos déclarations prospectives se réalisera et nous mettons en garde le lecteur contre le risque que représente le fait de s'appuyer sur ces déclarations prospectives. L'information et les déclarations prospectives qui figurent dans le présent rapport de gestion sont présentées dans le but d'aider les investisseurs et les autres parties à comprendre nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires. Le lecteur est donc mis en garde contre le fait que cette information pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons eu recours aux hypothèses suivantes :

- La conjoncture économique au Canada ne se détériorera pas davantage de façon importante et se remettra de la pandémie de COVID-19.
- Nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés.
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir des produits et services qui nous aideront à soutenir notre clientèle et amélioreront les dépenses moyennes par client.
- La baisse des produits tirés des médias imprimés demeurera à un niveau égal ou inférieur à environ 25 % par année.
- Les marges bénéficiaires brutes ne diminueront pas significativement des niveaux actuels.
- Les réductions continues des dépenses atténueront l'incidence sur les flux de trésorerie de la baisse des produits.
- L'exposition au risque de change découlant des transactions libellées en devises demeurera négligeable.

L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse selon laquelle aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétiseront.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et la performance d'exploitation à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. La Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties de résultats ou de performances futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou cette performance seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer significativement les résultats ou la performance réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière, y compris, sans s'y limiter, les facteurs de risque suivants mentionnés à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion ainsi que ceux décrits à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle :

- L'incapacité de la Société à stabiliser ou à accroître ses produits et sa clientèle.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits.
- Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société.
- Un taux de diminution plus marqué que prévu des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs.
- L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits de marketing et de médias numériques.
- L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients.
- Un ralentissement économique prolongé dans les principaux marchés de la Société.
- Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques de la Société à marge moins élevée, comme les services et la revente.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de conserver du personnel clé.
- Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne, et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités.
- L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties.
- Des actions en justice ayant gain de cause contre la Société.
- Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail.
- La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal.
- La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche.
- La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communication de la Société.
- L'incapacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements.
- L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite.
- Les incidences de la COVID-19 sont imprévisibles.
- L'écllosion ou l'intensification d'une maladie contagieuse pourrait avoir une incidence négative plus importante que prévu sur les activités de la Société.

Définitions de mesures financières non conformes aux PCGR nécessaires à la compréhension de nos résultats

Dans le présent rapport de gestion, nous présentons plusieurs mesures utilisées pour expliquer notre performance, y compris des mesures financières non conformes aux PCGR qui ne sont pas définies par les normes IFRS. Ces mesures financières non conformes aux PCGR sont décrites ci-dessous.

BAIIA ajusté et marge sur BAIIA ajusté

Nous faisons état de notre bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (défini aux présentes comme le « BAIIA ajusté »), tel qu'il est présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas des mesures de la performance conformes aux normes IFRS et ils ne sont pas considérés comme un substitut du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net pour mesurer la performance de Pages Jaunes. Les définitions du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas normalisées selon les normes IFRS; il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en bourse. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne devraient pas être utilisés comme mesures exclusives des flux de trésorerie, car ils ne tiennent pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt sur le résultat, des paiements d'intérêts, de la capitalisation des régimes, des dépenses d'investissement, des réductions du capital de la dette ainsi que des autres provenances et utilisations des flux de trésorerie, qui sont présentées à la page 14 de ce rapport de gestion.

Le BAIIA ajusté est calculé comme les produits moins les coûts d'exploitation, tels qu'ils sont présentés dans les états consolidés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Nous définissons la marge sur BAIIA ajusté en tant que le BAIIA ajusté en pourcentage des produits. Nous utilisons le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la performance de nos activités, car ils reflètent la rentabilité continue. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la capacité d'une société à assurer le service de sa dette et à satisfaire à d'autres obligations de paiement ou comme mesure courante pour évaluer les sociétés exerçant leurs activités dans le secteur des médias et des solutions de marketing, ainsi que pour évaluer la performance d'une entreprise.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement et marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement et la marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement sont des mesures financières non conformes aux PCGR et ils n'ont pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en bourse. Nous définissons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme le BAIIA ajusté, tel qu'il est défini ci-dessus, moins les dépenses d'investissement, que nous définissons comme les acquisitions d'immobilisations incorporelles et les acquisitions d'immobilisations corporelles, présentées dans la section « Activités d'investissement » des tableaux consolidés des flux de trésorerie de la Société. Nous définissons la marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement en tant que le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement en pourcentage des produits. Nous utilisons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement et la marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour évaluer la performance de nos activités, car ils reflètent les flux de trésorerie provenant de nos activités commerciales. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement et la marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour évaluer la performance des entreprises de notre secteur. Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est également une composante dans la détermination de la rémunération incitative à court terme des employés-cadres.

La mesure financière conforme aux normes IFRS qui s'apparente le plus au BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est le bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (défini ci-dessus comme le « BAIIA ajusté »), tel qu'il est présenté dans les états consolidés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Veuillez vous reporter à la page 9 du présent rapport de gestion pour un rapprochement du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités et produits et services offerts aux clients
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Hypothèses et estimations critiques
5. Risques et incertitudes
6. Contrôles et procédures

1. Activités et produits et services offerts aux clients

Nos activités

Pages Jaunes, l'un des principaux fournisseurs de solutions de marketing et de médias numériques au Canada, offre des outils ciblés aux entreprises locales, aux marques nationales et aux clients qui leur permettent d'interagir et de faire des affaires dans l'économie numérique actuelle.

Produits et services offerts aux clients

Pages Jaunes offre aux petites et moyennes entreprises (« PME ») du Canada un accès intégral à l'une des gammes de solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels les plus complètes au pays, notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias numériques de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique, la production vidéo, des solutions de commerce en ligne ainsi que la publicité imprimée. L'effectif de vente et l'équipe de service à la clientèle de la Société, qui comptent environ 300 professionnels dévoués, offrent cette gamme complète de solutions de marketing aux entreprises locales partout au pays, tout en répondant aux besoins changeants de sa clientèle existante, qui compte 86 500 PME.

Médias

Les médias de la Société, principalement les médias fixes, mobiles et imprimés, demeurent des marchés efficaces pour les marchands locaux canadiens, les marques et les consommateurs. Le réseau de médias de la Société permet aux Canadiens de découvrir des entreprises dans leurs quartiers, dans les marchés verticaux des services et du commerce de détail. La description des médias numériques de la Société est fournie ci-dessous.

- PJ^{MC} – disponible en ligne à l'adresse PJ.ca et comme application mobile, PJ permet aux utilisateurs de découvrir leur quartier et d'y faire des affaires au moyen de profils de marchands complets, de contenu éditorial pertinent, de critiques et de fonctionnalités de réservation.
- Canada411 (« C411 ») – l'une des destinations en ligne et sur mobile les plus fiables et fréquentées au Canada pour obtenir les coordonnées de personnes et d'entreprises locales.
- La Société est l'éditeur officiel des annuaires de Bell, de TELUS, de Bell Aliant, de Bell MTS et d'un certain nombre d'autres entreprises de téléphonie titulaires.
- 411.ca – service d'annuaire numérique pour aider les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales.

Principales données analytiques

Le succès de notre entreprise est tributaire du ralentissement du taux de diminution des produits (par une « accentuation de la courbe des produits ») et de l'amélioration continue de l'efficacité opérationnelle et des dépenses d'exploitation et d'investissement. Notre réussite à long terme dépend de la croissance ou de la stabilité des produits tirés des médias et solutions numériques ainsi que de la rétention et de la croissance de notre clientèle. Les principales données analytiques pour le trimestre clos le 30 juin 2023 comprennent les éléments suivants :

Total des produits : le total des produits a diminué de 9,8 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 62,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2023, comparativement à une diminution de 6,7 % enregistrée à la période correspondante de l'exercice précédent.

- Produits tirés des médias et solutions numériques : les produits tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 7,6 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 48,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2023, comparativement à une diminution de 5,2 % enregistrée à la période correspondante de l'exercice précédent.
- BAIIA ajusté¹ : le BAIIA ajusté a diminué pour se chiffrer à 21,9 M\$, ou 35,0 % des produits, pour le trimestre clos le 30 juin 2023, comparativement à 23,8 M\$, ou 34,2 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement¹ : le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué pour se chiffrer à 20,6 M\$, ou 32,8 % des produits pour le trimestre clos le 30 juin 2023, comparativement à 22,6 M\$, ou 32,4 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Nombre de clients² de PJ : le nombre de clients de PJ a diminué pour s'établir à 86 500 clients pour la période de douze mois close le 30 juin 2023, comparativement à 97 800 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le recul du nombre de clients s'est chiffré à 11 300 pour la période de douze mois close le 30 juin 2023, comparativement à un recul de 15 200 pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Effectif³ : l'effectif a augmenté pour s'établir à 639 employés au 30 juin 2023, comparativement à 628 employés au 30 juin 2022. L'effectif de vente a augmenté de 14 employés alors que l'effectif autre que de vente a diminué de 3 employés.

¹ Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement sont des mesures financières non conformes aux PCGR et ils n'ont pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres émetteurs. Ces mesures financières non conformes aux PCGR sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion.

² Le nombre de clients de PJ correspond au nombre de clients qui, à la fin de la période de présentation de l'information financière, avaient eu recours à l'un de nos produits pour leur publicité au cours des douze derniers mois, en excluant les clients de 411.ca.

³ La Société définit l'effectif comme le nombre total d'employés incluant les employés contractuels, mais excluant les employés en congé d'invalidité de courte durée et de longue durée ou en congé de maternité.

2. Résultats

Cette section présente un aperçu de notre performance financière pour le deuxième trimestre de 2023 par rapport à la période correspondante de 2022. Nous présentons plusieurs mesures afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance, y compris certaines mesures qui ne sont pas conformes aux normes IFRS. Ces mesures financières non conformes aux PCGR sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion et elles constituent des éléments importants à considérer lors de l'analyse de notre performance.

Faits saillants

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 30 juin	2023	2022
Produits	62 736 \$	69 584 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté ¹ »)	21 934 \$	23 788 \$
Marge sur BAIIA ajusté ¹	35,0 %	34,2 %
Bénéfice net	12 731 \$	12 678 \$
Bénéfice de base par action	0,72 \$	0,50 \$
Dépenses d'investissement ¹	1 364 \$	1 234 \$
BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement ¹	20 570 \$	22 554 \$
Marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement ¹	32,8 %	32,4 %
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	20 013 \$	24 814 \$

¹ Les dépenses d'investissement, le BAIIA ajusté et le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement sont des mesures financières non conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres émetteurs. Ces mesures financières non conformes aux PCGR sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion.

Résultats d'exploitation et financiers consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin	2023	% des produits	2022	% des produits	2023	% des produits	2022	% des produits
Produits	62 736 \$		69 584 \$		125 451 \$		137 373 \$	
Coût des produits vendus	28 580	45,6 %	29 543	42,5 %	56 422	45,0 %	56 882	41,4 %
Marge brute	34 156	54,4 %	40 041	57,5 %	69 029	55,0 %	80 491	58,6 %
Autres coûts d'exploitation	12 222	19,5 %	16 253	23,4 %	26 340	21,0 %	31 292	22,8 %
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	21 934	35,0 %	23 788	34,2 %	42 689	34,0 %	49 199	35,8 %
Amortissements	3 426	5,5 %	4 208	6,0 %	6 785	5,4 %	8 556	6,2 %
Frais de restructuration et autres charges	880	1,4 %	1 773	2,5 %	942	0,8 %	2 155	1,6 %
Bénéfice d'exploitation	17 628	28,1 %	17 807	25,6 %	34 962	27,9 %	38 488	28,0 %
Charges financières, montant net	277	0,4 %	458	0,7 %	831	0,7 %	1 230	0,9 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	17 351	27,7 %	17 349	24,9 %	34 131	27,2 %	37 258	27,1 %
Charge d'impôt sur le résultat	4 620	7,4 %	4 671	6,7 %	9 012	7,2 %	9 950	7,2 %
Bénéfice net	12 731 \$	20,3 %	12 678 \$	18,2 %	25 119 \$	20,0 %	27 308 \$	19,9 %
Bénéfice de base par action	0,72 \$		0,50 \$		1,41 \$		1,06 \$	
Bénéfice dilué par action	0,69 \$		0,49 \$		1,37 \$		1,06 \$	

Analyse des résultats d'exploitation et financiers consolidés

Le président et chef de la direction est le principal décideur opérationnel et il utilise le bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »), moins les dépenses d'investissement, pour évaluer le rendement. Ces mesures financières non conformes aux PCGR sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion. Le président et chef de la direction examine également les produits en fonction de produits et services comparables, comme les médias imprimés et les médias numériques.

Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin	2023			2022		
	2023	2022	Variation en %	2023	2022	Variation en %
Médias numériques	48 769 \$	52 804 \$	(7,6) %	98 362 \$	105 391 \$	(6,7) %
Médias imprimés	13 967	16 780	(16,8) %	27 089	31 982	(15,3) %
Total des produits	62 736 \$	69 584 \$	(9,8) %	125 451 \$	137 373 \$	(8,7) %

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2023, le total des produits a diminué de 9,8 %, pour s'établir à 62,7 M\$, comparativement à 69,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2023, les produits ont diminué de 8,7 % pour s'établir à 125,5 M\$, comparativement à 137,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des produits au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2023 est essentiellement attribuable au recul de nos médias numériques et médias imprimés à marge plus élevée et, dans une moindre mesure, de nos services numériques à marge moins élevée, ce qui a exercé une pression sur nos marges bénéficiaires brutes.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 7,6 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 48,8 M\$, comparativement à 52,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2023, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 6,7 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 98,4 M\$, comparativement à 105,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des produits pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023 est principalement attribuable à une diminution du nombre de clients des médias numériques, partiellement contrebalancée par une hausse des dépenses par client.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 16,8 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 14,0 M\$. Pour le semestre clos le 30 juin 2023, le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 15,3 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 27,1 M\$. La baisse des produits pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023 est principalement attribuable à la diminution du nombre de clients des médias imprimés et, dans une moindre mesure, à une baisse des dépenses par client.

Le taux de diminution des produits a augmenté d'un exercice à l'autre et par rapport au trimestre précédent. La hausse du taux de diminution est en partie attribuable a) aux vents contraires dans l'économie mondiale, qui ont fait en sorte que les taux de renouvellement des clients sont demeurés solides, mais stables, tandis que l'amélioration des dépenses moyennes par client a ralenti, alors que les clients cherchent à optimiser leurs dépenses et b) à un incident en matière de cybersécurité (décrit plus en détail à la section 5 ci-dessous), à la suite duquel les activités et les systèmes informatiques de la Société ont été interrompus pendant environ trois semaines au deuxième trimestre de 2023.

Marge brute

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin	2023	% des produits	2022	% des produits	Variation en %	2023	% des produits	2022	% des produits	Variation en %
Total de la marge brute	34 156 \$	54,4 %	40 041 \$	57,5 %	(14,7) %	69 029 \$	55,0 %	80 491 \$	58,6 %	(14,2) %

La marge brute a diminué pour se chiffrer à 34,2 M\$, ou 54,4 % des produits, pour le trimestre clos le 30 juin 2023, comparativement à 40,0 M\$, ou 57,5 % du total des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2023, la marge brute a diminué pour s'établir à 69,0 M\$, ou 55,0 % du total des produits, comparativement à 80,5 M\$, ou 58,6 % du total des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023 découle des pressions exercées par une baisse globale des produits, d'un changement dans la composition des produits et des investissements dans notre effectif de télévente, contrebalancés en partie par des optimisations du coût des produits vendus et des hausses de coûts continues.

BAIIA ajusté¹

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin	2023	% des produits	2022	% des produits	Variation en %	2023	% des produits	2022	% des produits	Variation en %
Total du BAIIA ajusté	21 934 \$	35,0 %	23 788 \$	34,2 %	(7,8) %	42 689 \$	34,0 %	49 199 \$	35,8 %	(13,2) %

¹ Le BAIIA ajusté est une mesure financière non conforme aux PCGR et il n'a pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres émetteurs. Les mesures financières non conformes aux PCGR sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, le BAIIA ajusté a diminué de 1,9 M\$, ou 7,8 %, pour s'établir à 21,9 M\$, comparativement à 23,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La marge sur BAIIA ajusté a augmenté pour s'établir à 35,0 % au deuxième trimestre de 2023, comparativement à 34,2 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2023, le BAIIA ajusté a diminué de 6,5 M\$, ou 13,2 %, pour s'établir à 42,7 M\$, ou 34,0 % des produits, comparativement à 49,2 M\$, ou 35,8 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAIIA ajusté pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023 est attribuable aux pressions exercées sur les produits et aux investissements continus dans notre effectif de télévente, contrebalancés en partie par les réductions des autres coûts d'exploitation, y compris les réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, par une diminution de la charge pour créances douteuses et par la baisse de la charge de rémunération variable, y compris l'incidence du cours de l'action de la Société sur la charge de rémunération fondée sur des actions réglée en trésorerie. La variation du cours de l'action de PJ a donné lieu à un recouvrement de 1,9 M\$ et à un recouvrement de 2,7 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023, respectivement, comparativement à des charges de 0,9 M\$ et de 0,3 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les pressions exercées sur les produits, de même que l'augmentation de l'effectif de vente, contrebalancées en partie par les optimisations continues, exerceront encore une certaine pression sur les marges au cours des prochains trimestres.

BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement¹

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin	2023			2022			2023			2022		
		% des produits			% des produits	Variation en %		% des produits		% des produits	Variation en %	
BAlIA ajusté	21 934 \$	35,0 %	23 788 \$	34,2 %	(7,8) %	42 689 \$	34,0 %	49 199 \$	35,8 %	(13,2) %		
Dépenses d'investissement	1 364	2,2 %	1 234	1,8 %	10,5 %	2 310	1,8 %	2 736	2,0 %	(15,6) %		
Total du BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement	20 570 \$	32,8 %	22 554 \$	32,4 %	(8,8) %	40 379 \$	32,2 %	46 463 \$	33,8 %	(13,1) %		

¹ Le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement est une mesure financière non conforme aux PCGR et il n'a pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres émetteurs. Les mesures financières non conformes aux PCGR sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué de 2,0 M\$, ou 8,8 %, pour s'établir à 20,6 M\$, comparativement à 22,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, tandis que la marge sur BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement est demeurée relativement stable d'un exercice à l'autre. Pour le semestre clos le 30 juin 2023, le BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué de 6,1 M\$, ou 13,1 %, pour s'établir à 40,4 M\$, comparativement à 46,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour le trimestre clos le 30 juin 2023 est attribuable à la diminution du BAlIA ajusté, les dépenses d'investissement demeurant stables d'un exercice à l'autre. La diminution du BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement et de la marge sur BAlIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour le semestre clos le 30 juin 2023 découle de la diminution du BAlIA ajusté, partiellement contrebalancée par une diminution des dépenses d'investissement s'expliquant par le fait qu'en 2022, les dépenses d'investissement avaient subi l'incidence de l'intégration de nouveaux produits.

Amortissements

Les amortissements ont diminué pour s'établir à 3,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2023, comparativement à 4,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et ont diminué pour s'établir à 6,8 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2023, comparativement à 8,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la baisse des dépenses liées au développement de logiciels au cours des derniers exercices.

Frais de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin	2023	2022	2023	2022
Indemnités, avantages et remplacement externe	269 \$	101 \$	350 \$	498 \$
Perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et coûts d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés	556	1 574	536	1 558
Autres coûts	55	98	56	99
Total des frais de restructuration et autres charges	880 \$	1 773 \$	942 \$	2 155 \$

Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 0,9 M\$ pour le deuxième trimestre de 2023, qui comprennent essentiellement des frais de restructuration de 0,3 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, une charge de 0,1 M\$ liée aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux ainsi qu'une charge de 0,5 M\$ liée à la perte de valeur des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation relative à des espaces de bureaux auparavant vacants. Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 1,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2022, qui comprennent essentiellement une charge de 1,4 M\$ liée à la perte de valeur des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation relative à des espaces de bureaux auparavant vacants, une charge de 0,2 M\$ relative aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des espaces de bureaux auparavant vacants et des frais de restructuration de 0,2 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre.

Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 0,9 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2023, qui comprennent essentiellement des frais de restructuration de 0,4 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, une charge de 0,1 M\$ liée aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux ainsi qu'une charge de 0,4 M\$ liée à la perte de valeur des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation relative à des espaces de bureaux auparavant vacants. Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 2,2 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2022, qui comprennent essentiellement une charge de 1,4 M\$ liée à la perte de valeur des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation relative à des espaces de bureaux auparavant vacants, une charge de 0,2 M\$ relative aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des espaces de bureaux auparavant vacants et des frais de restructuration de 0,6 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre.

Charges financières, montant net

Les charges financières ont diminué pour s'établir à 0,3 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2023, comparativement à 0,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et elles ont diminué pour s'établir à 0,8 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2023, comparativement à 1,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution est principalement attribuable à la hausse des produits d'intérêts sur le solde de trésorerie découlant de la hausse des taux d'intérêt.

Charge d'impôt sur le résultat

Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial prévu par la loi pour le semestre clos le 30 juin 2023 était de 26,42 % et de 26,40 % pour la période correspondante de 2022. La Société a comptabilisé une charge d'impôt de 4,6 M\$ et de 9,0 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023, respectivement, comparativement à une charge de 4,7 M\$ et de 10,0 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022, respectivement.

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi tient à certains produits non imposables pour le semestre clos le 30 juin 2023 et au fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt pour le semestre clos le 30 juin 2022.

Bénéfice net

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, le bénéfice net est demeuré stable à 12,7 M\$, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, alors que le bénéfice dilué par action a augmenté de 41 % au cours du trimestre, pour s'établir à 0,69 \$, en raison de la baisse du nombre d'actions en circulation. Le bénéfice net pour le semestre clos le 30 juin 2023 a diminué pour s'établir à 25,1 M\$, comparativement à 27,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique par la baisse du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par la diminution des amortissements, des frais de restructuration et autres charges, des charges financières et de l'impôt sur le résultat, alors que le bénéfice dilué par action a augmenté de 29 %, pour s'établir à 1,37 \$, en raison de la baisse du nombre d'actions en circulation.

Sommaire des résultats consolidés trimestriels

Le tableau suivant présente les principales données financières consolidées de Pages Jaunes pour les huit plus récents trimestres.

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

	2023		2022				2021	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Total des produits	62 736 \$	62 715 \$	64 595 \$	66 310 \$	69 584 \$	67 789 \$	68 624 \$	70 920 \$
Coûts d'exploitation	40 802	41 960	43 616	39 920	45 796	42 378	44 264	44 303
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté ¹ »)	21 934	20 755	20 979	26 390	23 788	25 411	24 360	26 617
Marge sur BAIIA ajusté ¹	35,0 %	33,1 %	32,5 %	39,8 %	34,2 %	37,5 %	35,5 %	37,5 %
Amortissements	3 426	3 359	3 327	3 514	4 208	4 348	4 557	5 058
Frais de restructuration et autres charges	880	62	464	612	1 773	382	2 665	1 423
Bénéfice d'exploitation	17 628	17 334	17 188	22 264	17 807	20 681	17 138	20 136
Charges financières, montant net	277	554	523	55	458	772	1 214	1 132
Bénéfice avant impôt sur le résultat	17 351	16 780	16 665	22 209	17 349	19 909	15 924	19 004
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	4 620	4 392	(12 766)	5 516	4 671	5 279	(22 811)	5 257
Bénéfice net	12 731 \$	12 388 \$	29 431 \$	16 693 \$	12 678 \$	14 630 \$	38 735 \$	13 747 \$
Bénéfice de base par action	0,72 \$	0,70 \$	1,64 \$	0,66 \$	0,50 \$	0,56 \$	1,48 \$	0,52 \$
Bénéfice dilué par action	0,69 \$	0,68 \$	1,63 \$	0,60 \$	0,49 \$	0,56 \$	1,46 \$	0,51 \$

¹ Le BAIIA ajusté est une mesure financière non conforme aux PCGR et il n'a pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres émetteurs. Les mesures financières non conformes aux PCGR sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion.

3. Situation de trésorerie et sources de financement

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

Structure du capital

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Au 30 juin 2023	Au 31 décembre 2022
Trésorerie	64 429 \$	43 907 \$
Total de la dette (obligations liées à des contrats de location, y compris la tranche courante)	45 581 \$	47 129 \$
Capitaux propres	84 720	65 781
Total du capital investi	130 301 \$	112 910 \$
Total (de la trésorerie déduction faite de la dette) de la dette déduction faite de la trésorerie ¹	(18 848) \$	3 222 \$
Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie sur le total du capital investi	s.o.	2,9 %

¹ Le terme « (trésorerie déduction faite de la dette) dette déduction faite de la trésorerie » n'a pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS. Il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres émetteurs. Nous définissons la (trésorerie déduction faite de la dette) dette déduction faite de la trésorerie comme les obligations liées à des contrats de location, incluant la tranche courante, déduction faite de la trésorerie, telles qu'elles sont présentées dans les états consolidés de la situation financière de la Société.

Emprunt garanti par des actifs

La Société, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, détient un emprunt garanti par des actifs dont l'échéance est en septembre 2025 et dont le total des engagements est de 20,0 M\$. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux CDOR (Canadian Dollar Offered Rate) ou de lettres de crédit. L'emprunt est soumis à un ratio de couverture des charges fixes pour les douze derniers mois en cas de défaillance ou lorsque la disponibilité excédentaire est inférieure à 10 % de la limite de la facilité. Dans ce cas, le ratio de couverture des charges fixes doit être d'au moins 1,1 fois. Au 30 juin 2023, la Société avait des lettres de crédit de 2,3 M\$ émises et en circulation et une disponibilité de 17,7 M\$ en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

Au 30 juin 2023, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

Situation de trésorerie

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités à court et à long terme pour financer ses dépenses d'investissement, ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, ainsi que pour assurer le service de ses obligations liées à des contrats de location et au titre des avantages postérieurs à l'emploi en cours. Au 30 juin 2023, la trésorerie de la Société se chiffrait à 64,4 M\$ et un montant de 17,7 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

Données sur les actions

Données sur les actions en circulation

	Au 8 août 2023	Au 30 juin 2023	Au 31 décembre 2022
Actions ordinaires en circulation	18 658 347	18 658 347	18 658 347
Options sur actions en circulation ¹	2 245 991	2 245 991	2 332 893

¹ Le solde des options sur actions en circulation de 2 245 991 au 8 août 2023 et au 30 juin 2023 comprenait 115 429 options sur actions pouvant être exercées à ces dates. Le solde des options sur actions en circulation de 2 332 893 au 31 décembre 2022 ne comprenait aucune option sur actions pouvant être exercée à cette date.

Rachats d'actions – offres publiques de rachat dans le cours normal des activités

Le 5 août 2021, la Société a annoncé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités débutant le 10 août 2021 afin de racheter aux fins d'annulation jusqu'à 16,0 M\$ d'actions en circulation de la Société au plus tard le 9 août 2022. Au terme de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités, le 30 mai 2022, la Société avait racheté en vertu de cette offre un total de 1 122 511 actions ordinaires pour un montant en trésorerie de 16,0 M\$. L'excédent de la valeur comptable historique de ces actions sur le produit du rachat a été reclassé du capital social au déficit dans les états financiers consolidés de la Société.

Politique en matière de dividendes

Le 10 mai 2023, le conseil d'administration de la Société (le « conseil ») a modifié la politique en matière de dividendes visant à verser un dividende trimestriel en trésorerie aux actionnaires ordinaires, en augmentant le dividende de 0,15 \$ par action à 0,20 \$ par action. La politique de distribution de dividendes de PJ et la déclaration de dividendes sur toute action ordinaire en circulation de la Société sont déterminées au gré du conseil d'administration et, par conséquent, rien ne garantit que la politique de distribution de dividendes sera maintenue ni que des dividendes seront déclarés. Les décisions à l'égard des dividendes continueront de dépendre des activités et des résultats financiers de PJ, que le conseil d'administration évaluera chaque trimestre, et qui sont pour leur part assujettis à différents risques et hypothèses, dont ceux mentionnés dans le présent rapport de gestion.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2023, la Société a versé des dividendes trimestriels de 0,15 \$ par action ordinaire le 15 mars 2023 et de 0,20 \$ par action ordinaire le 15 juin 2023, pour une contrepartie totale de 6,2 M\$ aux actionnaires ordinaires.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2022, la Société a versé des dividendes trimestriels de 0,15 \$ par action ordinaire. Les dividendes ont été versés le 15 mars et le 15 juin 2022, pour une contrepartie totale de 7,7 M\$ aux actionnaires ordinaires.

Le 8 août 2023, le conseil a déclaré un dividende en trésorerie de 0,20 \$ par action ordinaire, payable le 15 septembre 2023 aux actionnaires inscrits le 25 août 2023. Les dividendes trimestriels futurs sont assujettis à l'approbation du conseil.

Cotisations aux régimes

Le 12 mai 2021, le conseil a approuvé une cotisation facultative supplémentaire en trésorerie de 4,0 M\$ en 2021, portant à 6,0 M\$ les paiements en trésorerie au titre du déficit de liquidation du régime de retraite à prestations définies (le « régime de retraite »), dans le cadre d'un plan de réduction du déficit visant à augmenter la probabilité que le régime de retraite soit entièrement capitalisé en cas de liquidation d'ici 2030. Le plan de réduction du déficit inclut l'intention d'effectuer des paiements en trésorerie au titre du déficit de liquidation de 6,0 M\$ chaque année jusqu'en 2030. La probabilité d'atteindre un ratio de liquidation de 100 % d'ici 2030 dépend, entre autres, de facteurs impossibles à maîtriser, y compris, notamment, les rendements du marché et les taux d'actualisation. Le conseil évaluera le plan de réduction du déficit chaque année.

En 2022, en vertu d'un plan d'arrangement (se reporter à la section « Rachat d'actions – plan d'arrangement » de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021 pour plus de détails), la Société a avancé, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, un montant de 24,0 M\$ au titre des cotisations facultatives supplémentaires en trésorerie annoncées précédemment à l'égard du déficit de liquidation du régime de retraite. L'apport facultatif de trésorerie supplémentaire de 24,0 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022 représente un versement à l'avance au titre des cotisations facultatives de 6,0 M\$ prévues au cours des exercices 2027, 2028, 2029 et 2030 dans le cadre du plan de réduction du déficit annoncé en mai 2021 visant à augmenter la probabilité que le régime de retraite soit entièrement capitalisé d'ici 2030.

En 2023, le total des paiements en trésorerie au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires devrait s'élever à environ 12,3 M\$, ce qui comprend la cotisation de 6,0 M\$ à l'égard du déficit de liquidation du régime de retraite. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2023, les paiements en trésorerie versés par la Société au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires ont totalisé 3,0 M\$ et 6,4 M\$, respectivement.

Provenance et utilisation des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les semestres clos les 30 juin	2023	2022
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	(4 472) \$	(313) \$
Paiements en trésorerie au titre de la rémunération fondée sur des actions	(726)	(4 010)
Excédent de capitalisation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi sur les coûts	(4 323)	(4 237)
Frais de restructuration et autres charges payés	(794)	(2 753)
Impôt sur le résultat payé, montant net	(1 757)	(8 188)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, compte non tenu des éléments ci-dessus	41 853	48 715
	29 781 \$	29 214 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(2 283) \$	(2 711) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(27)	(25)
Paiements reçus au titre de l'investissement net dans des contrats de sous-location	817	721
	(1 493) \$	(2 015) \$
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		
Rachat d'actions ordinaires dans le cadre d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités	– \$	(12 404) \$
Émission d'actions ordinaires	–	153
Paiement au titre des obligations liées à des contrats de location	(1 548)	(1 504)
Dividendes versés	(6 218)	(7 705)
	(7 766) \$	(21 460) \$
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	20 522 \$	5 739 \$
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	43 907	123 559
TRÉSORERIE À LA FIN DE LA PÉRIODE	64 429 \$	129 298 \$

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 0,6 M\$, pour s'établir à 29,8 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2023, comparativement à 29,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la baisse de 3,3 M\$ des règlements en trésorerie au titre de la rémunération fondée sur des actions, à la baisse de 6,4 M\$ de l'impôt sur le résultat payé et à la baisse de 2,0 M\$ des frais de restructuration et autres charges payés, contrebalancées par la baisse de 6,5 M\$ du BAIIA ajusté et par une diminution de 4,2 M\$ découlant des variations des actifs et des passifs d'exploitation. La variation des actifs et des passifs d'exploitation s'explique principalement par le calendrier de recouvrement des créances clients et de paiement des créances clients et par l'incidence du cours de l'action sur la charge de rémunération fondée sur des actions réglée en trésorerie. Les résultats du premier trimestre de 2022 ont bénéficié de l'annulation des contrats à terme de gré à gré, qui a donné lieu à une diminution de 3,1 M\$ des autres débiteurs.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont diminué de 0,5 M\$ d'un exercice à l'autre, ce qui s'explique par le calendrier des dépenses d'investissement et les investissements liés à l'intégration de nouveaux produits en 2022.

Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont diminué de 13,7 M\$ pour s'établir à 7,8 M\$ durant le semestre clos le 30 juin 2023, comparativement à 21,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison d'une baisse de 12,4 M\$ des rachats d'actions ordinaires dans le cadre d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités et d'une baisse de 1,5 M\$ des dividendes versés au cours du semestre clos le 30 juin 2023 à la suite d'une diminution du nombre d'actions ordinaires en circulation, partiellement contrebalancée par l'augmentation du dividende par action ordinaire au deuxième trimestre de 2023.

Instruments financiers et autres instruments

(Se reporter à la note 8 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021).

Les instruments financiers de la Société comprennent essentiellement la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs et les dettes fournisseurs et autres créditeurs.

4. Hypothèses et estimations critiques

Estimations importantes

La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs, de même que sur les montants des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers. La direction révisé périodiquement ces estimations et hypothèses afin de veiller à leur pertinence à l'égard de l'expérience passée et des événements actuels, y compris, sans s'y limiter, la conjoncture économique. Ces estimations font l'objet d'une incertitude d'évaluation et les résultats réels pourraient être différents des estimations actuelles en raison de modifications de ces hypothèses. L'incidence de ces changements d'estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle la modification se produit et dans toutes les périodes ultérieures touchées.

Nos hypothèses et estimations comptables critiques n'ont pas changé depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021. Ces hypothèses et estimations critiques portent sur la correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les créances clients, la correction de valeur pour ajustements des produits, la durée des contrats de location, les taux d'actualisation pour les contrats de location, la perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation, les durées d'utilité des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles, les avantages futurs du personnel et l'impôt sur le résultat. Se reporter à la section 4 « Hypothèses et estimations critiques » pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021 pour plus de détails.

Normes comptables

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2023, la Société a adopté les normes comptables modifiées suivantes :

Modifications d'IAS 8, Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs

Les modifications d'IAS 8 comprennent l'ajout d'une définition des estimations comptables ainsi que d'autres modifications d'IAS 8 afin d'aider les entités à faire la distinction entre les changements dans les méthodes comptables et les changements dans les estimations comptables. L'adoption de ces modifications n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers de la Société.

Modifications d'IAS 1, Présentation des états financiers – Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants

Les modifications d'IAS 1 clarifient que le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants doit être fondé sur les droits qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière et harmonisent le libellé de tous les paragraphes concernés pour utiliser le terme « droit » de différer le règlement du passif pour au moins douze mois et indiquer explicitement que seuls les droits qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière influent sur le classement d'un passif. L'adoption de ces modifications n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers de la Société.

Modifications d'IAS 12, Impôts sur le résultat – Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction

Les modifications d'IAS 12 clarifient le traitement comptable de l'impôt différé dans le cas de transactions qui, lors de la comptabilisation initiale, sont à l'origine de différences temporaires à la fois imposables et déductibles. L'adoption de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société.

Normes, interprétations et modifications apportées aux normes comptables publiées qui n'ont pas encore été appliquées dans les états financiers consolidés

Modifications d'IAS 1, Présentation des états financiers – Informations à fournir sur les méthodes comptables

Les modifications d'IAS 1, *Présentation des états financiers*, et de l'énoncé de pratiques en IFRS 2, *Porter des jugements sur l'importance relative*, exigent des entités de fournir des informations significatives sur leurs méthodes comptables plutôt que des informations sur leurs principales méthodes comptables. Ces modifications sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications à l'égard des informations actuelles à fournir sur ses méthodes comptables; les changements seront reflétés dans les états financiers de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

5. Risques et incertitudes

Cette section présente les principaux risques et incertitudes pouvant avoir une incidence significative sur les résultats futurs de PJ.

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de PJ. Le conseil exige que nos cadres supérieurs déterminent et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités d'exploitation. Afin de comprendre et de gérer les risques de PJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction analysent les risques selon trois grandes catégories :

1. Les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. Les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. Les risques d'exploitation – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

PJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels elle pourrait être exposée. Se reporter à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle pour obtenir une description complète des facteurs de risque. Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux. Nos risques et incertitudes sont demeurés inchangés depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021, y compris le risque lié à la défaillance des ordinateurs et des systèmes de communication de la Société. Pour plus d'information, se reporter à la partie correspondante de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021 et à notre notice annuelle datée du 30 mars 2023.

Le 21 mars 2023, la Société a été la cible d'un incident en matière de cybersécurité. La Société a immédiatement fait appel à son réseau interne de professionnels des TI et a retenu les services d'experts en cybersécurité afin de l'aider à sécuriser ses systèmes et de l'accompagner dans son enquête interne. Elle a également interrompu ses activités et ses systèmes informatiques pour contenir la situation.

Au 10 mai 2023, la Société avait restauré toutes ses activités et ses systèmes informatiques et avait pris des mesures pour sécuriser davantage tous les systèmes, pour éviter qu'un tel événement se reproduise. La Société travaille avec ses fournisseurs d'assurance pour présenter des réclamations en vertu de ses polices.

6. Contrôles et procédures

À titre de société ouverte, nous devons prendre les mesures nécessaires pour nous assurer que l'information significative concernant nos rapports présentés ou déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières donne une image fidèle de l'information financière de PJ. Cette responsabilité incombe à la direction, notamment au président et chef de la direction et au chef de la direction financière. La direction est responsable de l'établissement des contrôles et procédures de communication de l'information, de leur maintien et de leur évaluation ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

L'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information (selon les modalités du Règlement 52-109) a été effectuée sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. Ces derniers ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 30 juin 2023.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (selon les modalités du Règlement 52-109) ont été évaluées sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. À la suite de ces évaluations, ces derniers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace au 30 juin 2023.

Au cours du trimestre ouvert le 1^{er} avril 2023 et clos le 30 juin 2023, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucun changement qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.